

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le chaos, c'est Moubarak !

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 6 février 2011

Démocratie & Socialisme

Parodiant de Gaulle et son « Moi ou le chaos ! » Hosni Moubarak refuse de quitter le pouvoir avant les élections présidentielles de septembre afin, affirme-t-il, « d'éviter le chaos ».

Mais le chaos, c'est lui !

Après 13 jours d'insurrection, plus d'un million de personnes ont pour la deuxième fois en une semaine manifesté vendredi au Caire, 800 000 à Alexandrie, plusieurs millions dans toute l'Égypte pour exiger son départ et la fin de la dictature qui étouffe l'Égypte depuis 30 ans.

Il a fait tirer sur des manifestations pacifiques, faisant, selon l'ONU, 300 morts et plusieurs milliers de blessés.

Il a fait libérer des centaines de prisonniers « de droit commun » pour qu'ils se livrent au pillage et sèment la terreur dans la population.

Il a lancé les milliers de « Tontons Macoutes » qui sont venus, certains à dos de chameau (le symbole du parti de Moubarak aux dernières élections), agresser avec des fusils, des couteaux, des cocktails Molotov, les manifestants pacifiques de la place Tahri, faisant une dizaine de morts et des milliers de blessés.

Il organise la pénurie d'essence, de monnaie, de denrées alimentaires pour pourrir la situation quotidienne des égyptiens et tenter de les diviser.

Il fait kidnapper, détenir, agresser, selon les chiffres de Reporters sans frontière, une centaine de journalistes étrangers. Tant il a peur qu'ils fassent connaître au monde l'ampleur des manifestations qui exigent son départ immédiat, la réalité de sa dictature et du chaos qu'il instaure.

Moubarak doit laisser la place

Quelle sortie « honorable » peut-il y avoir pour un criminel comme Moubarak en dehors de son jugement par un tribunal d'une République égyptienne ou par le Tribunal Pénal International ?

Chaque journée de plus de son pouvoir allonge les souffrances du peuple égyptien et accroît les dangers d'un nouvel Tienanmen [\[1\]](#).

Aujourd'hui, il fait mine de reculer, mais c'est pour mieux s'accrocher au pouvoir.

Il affirme qu'il ne se représentera pas aux élections présidentielles que la Constitution de la dictature prévoyait pour septembre. Il assure que son fils, Gamal, ne sera pas candidat. Mais qui peut croire un seul instant qu'il tiendrait sa parole s'il parvenait à écraser l'insurrection ?

Il quitte la tête du parti de la dictature, le Parti National Démocrate (PND) symbole de la corruption et de la répression. Toute la direction de ce parti démissionne en bloc, entraînant avec elle le fils de Moubarak, Gamal. Mais les maffias du PND restent en place et essaient de terroriser la population.

Il limoge le gouvernement mais préside la première réunion du nouveau gouvernement pour marquer son refus de céder le pouvoir.

Il nomme un vice-président pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir en 1981, mais ce vice-président n'est autre que le général Omar Souleiman qui a longtemps dirigé les renseignements égyptiens, les redoutables Moukhabarat. A l'évidence, le Souleiman en question se situe plutôt du côté du problème que de celui de la solution.

Son Premier Ministre, Ahmed Chafiq, « s'excuse » des exactions des Tonton Macoutes mais nie, en toute incohérence, la moindre responsabilité du pouvoir dans ces exactions.

Pour une Assemblée constituante

Une bonne partie de l'opposition exige l'élection d'une assemblée constituante et la rédaction d'une nouvelle Constitution avant les prochaines élections.

Ils ont raison. Aucune démocratie politique ne peut exister dans la Constitution actuelle qui est celle qui organisait les pouvoirs de la dictature. Aucune élection ne pourra être organisée librement avec cette constitution qui pendant des décennies a permis à Moubarak d'obtenir des scores à la Brejnev.

Le peuple égyptien a le droit de choisir sa propre Constitution, de décider s'il veut un régime présidentiel ou parlementaire, de décider d'inscrire ou non dans cette Constitution non seulement l'égalité des droits politique mais aussi scelle des droits sociaux (droit au travail, à la Sécurité sociale, à un salaire minimum...)

La relativisation des Frères musulmans

Lorsque toute opposition est interdite, le seul lieu où peut s'organiser une forme d'opposition, c'est la mosquée, que le gouvernement ne peut interdire dans un pays où 95 % de la population est musulmane.

L'interdiction de toute opposition, en particulier laïque favorisait donc, malgré une répression incessante, les Frères musulmans.

Lorsque l'opposition peut se développer plus librement comme aujourd'hui, de nouvelles organisations politiques apparaissent : Mouvement du 6 Avril (le mouvement des jeunes à l'origine de l'insurrection), des opposants comme Ayman Nour ou Mohamed el-Baradei, les anciens partis politiques interdits sous la dictature, les syndicats qui participent concrètement à l'insurrection, à l'organisation des manifestations et à leur auto-défense.

Les Frères musulmans se trouvent donc ramenés à leur réalité, une opposition importante mais une opposition parmi d'autres. Son dirigeant, Mohsen Rady affirme d'ailleurs « Nous seront un parti comme les autres. Nous ne souhaitons pas transformer l'Egypte en République islamique. [\[2\]](#) »

Le rôle clé d'Obama

Ce sont, bien évidemment, les centaines de milliers de manifestants égyptiens qui jouent, avec un courage et une ténacité stupéfiants, le rôle déterminant dans la situation actuelle. Sans l'insurrection qui dure maintenant depuis 13 jours, ni Obama, ni Sarkozy ne se seraient souciés du fait que l'Egypte était aux mains d'une dictature. Ils s'en arrangeaient fort bien.

Les jeunes qui sont à l'origine de l'insurrection savent pertinemment ce qui les attend si Moubarak l'emporte : « Si nous perdons la bataille, chacun de nous sera arrêté, harcelé, torturé, nous préférons être tués d'une balle en nous battant ». La vengeance de la dictature serait, en effet, à la mesure de sa peur : effroyable. Personne ne peut l'ignorer, surtout pas Obama qui a entre les mains la possibilité d'imposer la transition immédiate vers la démocratie politique.

Tout dépend, aujourd'hui, en Egypte de la décision de l'Armée. Les soldats fraterniseront-ils avec les manifestants ? La hiérarchie militaire lâchera-t-elle Moubarak ?

Obama a d'énormes moyens de pressions sur cette Armée dont le chef d'État-major était aux Etats-Unis aussitôt après le déclenchement de l'insurrection. Ils accordent une aide annuelle de 1,3 milliards de dollars à l'Armée égyptienne. C'est eux qui leur livrent les armes, les munitions, les chars, les avions, les pièces détachées. Sans l'appui des Etats-Unis, cette armée serait rapidement complètement dépassée.

La responsabilité directe d'Obama est engagée. Il doit arrêter de souffler le chaud et le froid et utiliser les moyens décisifs qui sont à sa disposition pour obliger Moubarak à quitter le pouvoir.

Le 6 février à 14h

Jérôme Frévent

[1] Ecrasement par l'armée du « Printemps de Pékin » en 1989.

[2] Thomas Cantaloube « Les Frères musulman, une opposition parmi d'autres » Médiapart du 4 février 2011.